

Ce sont les classes laborieuses, ces ouvriers des champs et des villes, dont le sort a fait l'objet de mes plus vives préoccupations et de mes plus chères études, qui ont le plus souffert de ce désordre social.

Mais la France, cruellement désabusée par des désastres sans exemple, comprendra qu'on ne revient pas à la vérité en changeant d'erreur; qu'on n'échappe pas par des expédients à des nécessités éternelles.

Elle m'appellera, et je viendrai à elle tout entier, avec mon dévouement, mon principe et mon drapeau.

A l'occasion de ce drapeau, on a parlé de conditions que je ne dois pas subir.

Français!

Je suis prêt à tout pour aider mon pays à se relever de ses ruines et à reprendre son rang dans le monde; le seul sacrifice que je ne puisse lui faire, c'est celui de mon honneur.

Je suis et veux être de mon temps; je rends un sincère hommage à toutes ses grandeurs, et quelle que fût la couleur du drapeau sous lequel marchaient nos soldats, j'ai admiré leur héroïsme, et rendu grâce à Dieu de tout ce que leur bravoure ajoutait au trésor des gloires de la France.

Entre vous et moi, il ne doit subsister ni malentendu ni arrière-pensée.

Non, je ne laisserai pas, parce que l'ignorance ou la crédulité auront parlé de privilèges, d'absolutisme et d'intolérance, que sais-je encore? de dîme, de droits féodaux, fantômes que la plus audacieuse mauvaise foi essaye de ressusciter à vos yeux, je ne laisserai pas arracher de mes mains l'étendard d'Henri IV, de François Ier et de Jeanne d'Arc.

C'est avec lui que s'est faite l'union nationale, c'est avec lui que vos pères, conduits par les miens, ont conquis cette Alsace et cette Lorraine, dont la fidélité sera la consolation de nos malheurs.

Il a vaincu la barbarie sur cette terre d'Afrique, témoin des premiers faits d'armes des princes de ma famille; c'est lui qui vaincra la barbarie nouvelle dont le monde est menacé.

Je le confierai sans crainte à la vaillance de notre armée; et il n'a jamais suivi, elle sait, que le chemin de l'honneur.

Je l'ai reçu comme un dépôt sacré du vieux roi mon aïeul, mourant en exil: il a toujours été pour moi inséparable du souvenir de la patrie absente; il a flotté sur mon berceau, je veux qu'il ombre ma tombe.

Dans les plus glorieux de cet étendard sans tache, je vous apporterai l'ordre et la liberté.

Français,

Henri V ne peut abandonner le drapeau blanc d'Henri IV.

HENRI.

Chambord, 5 juillet 1871.

Écoutez maintenant M. Veillot:

Nous n'appartenons pas à ce que l'on appelle le parti légitimiste; mais nous sommes partisans de la monarchie chrétienne, et, à ce titre, Henri de Bourbon, sans être notre chef, est, si l'on veut nous permettre le mot, *notre homme*, l'homme véritable qu'il faut à la monarchie et sans lequel il n'y aura point de monarchie chez nous.

Et comme la monarchie chrétienne est certainement la meilleure et même la seule forme acceptable de la République, laquelle ne peut vivre et durer que si elle est chrétienne, et devient ainsi la République de tout le monde, Henri de Bourbon est notre homme encore de ce côté-là.

Roi de France, c'est-à-dire, par les réformes de la décentralisation, roi des *Frances*, ou président héréditaire des *républiques* françaises, c'est la même chose au fond. Aucune monarchie n'est praticable sans le plus large essor des libertés publiques et sans la participation républicaine du peuple au gouvernement et à l'administration; aucune République n'est possible, n'est réparatrice, n'est durable sans la présidence héréditaire. De quelque façon que l'on s'y prenne, il faut arriver à donner au pays une tête et une tête permanente. Sans tête, il n'est au-dessus qu'anarchie, tumulte et dictature de hasard; en dehors, que faiblesse et risée.

Or, s'il s'agit de trouver une tête et de satisfaire à cette urgence, l'on peut avoir des sentiments personnels et de parti fort différents. On peut préférer Orléans, Bonaparte, Thiers avec son indispensable entourage, ou même Blanc, Blanqui, Dombrowski, avec le reste de la suite. Mais ce sont au-dessus des anarchies et des dictatures, et bientôt, au dehors, des risées. La raison générale désigne Henri de Bourbon.

C'est lui seul qui peut réunir toutes les fractions malheureusement si divisées du très-grand et très-tenace parti monarchique, et leur assurer la victoire. C'est lui seul encore qui peut rallier, dans une vaste mesure, les sections honorables et sérieuses du parti républicain, et satisfaire à ce qu'il y a de juste au fond des aspirations désordonnées et renversées du socialisme. Car enfin, il ne s'agit pas seulement, comme on semble le croire à Versailles, de réorganiser l'administration et de réparer ce que les Prussiens et les Communaux ont brisé et gâté. Il faut réorganiser ou plutôt organiser à nouveau les institutions, les rangs, les individus et même les âmes. C'est là que le grand dommage a été fait bien avant les Prussiens, c'est de ce dommage anciennement réalisé que les Prussiens ont pu venir; c'est de ce désordre que le socialisme est né. Aucun parti n'est seul capable d'y porter remède. Il faut qu'une tête y préside et puisse employer tous les bras, et en même temps il faut que cette tête ne soit pas une dictature. En dehors de Henri de Bourbon, où peut-on espérer de trouver cette tête?

La proclamation que ce prince adresse aux Français, selon son droit et le nôtre, est plus libérale et plus pratique mille fois qu'aucune autre parole politique qui ait été adressée au monde dans le cours de cette année 1870-1871, année de catastrophes et de profession de foi. Nous n'en exceptons pas la proclamation de Napoléon III, partant pour l'Allemagne et lui annonçant les principes de 89 et de 92, ni celles de Victor-Emmanuel aux Italiens, ni celles de don Amédée aux Espagnols, ni celles de l'empereur Guillaume aux Teutons, pour leur intimer que l'empire est fait, c'est-à-dire que la Prusse les a conquis. Toutes ces pièces ont promis aux peuples des biens qui ne leur sont rien moins qu'assurés. L'épée les a déchirés.

Nous louons et nous honorons hautement la proclamation de Henri de Bourbon. Elle est franche, hardie et loyale. Il dit ce qu'il veut et propose le pacte comme il l'entend. Rapprochée de ses précédentes déclarations, elle est digne d'un monarque chrétien. C'est ainsi que le chef de la Maison de Bourbon pouvait frapper à la porte.

Il répond, comme il lui appartient, aux bassesses sottes et abominables que les ouvriers de plumes et les demeurants de

la Commune n'ont pas rougi d'afficher à l'occasion des élections. Le gouvernement a laissé commettre cette infamie; il a permis aux pétroleux de semer cette graine de jacquerie, peut-être même les a-t-il approuvés. Cela n'est pas indigne du fond de sa pensée et du reste de sa politique. Henri de Bourbon s'est fait l'honneur de déchirer ces ignobles affiches; la conscience publique l'en remerciera. Ce sera son métier, s'il est roi, de ne pas laisser outrager et difamer les citoyens ni la France.

Il veut garder son drapeau, il en a bien le droit, et c'est son devoir. Les trafiquants protestants de Hollande marchaient sur la croix pour trafiquer au Japon. Un homme qui aspire à porter la couronne de France et qui en conserve encore l'éclat sur son front, ne commence pas par une apostasie. Il aurait pu ne point prendre de drapeau du tout. Dans sa main et dans la main de la France, un fer de lance pouvait suffire. S'il veut un étendard, qu'il porte le sien. A ne pas remonter plus haut, le drapeau qui fut planté sur les minarets d'Alger vaut celui qui descendit de la flèche de Strasbourg, qui tomba des forts de Paris, et qui se recula de Rome.

Tel est, en abrégé, notre sentiment sur la proclamation de Henri de Bourbon. Nous ne sommes pas de ceux qui se cherchent un roi. Nous avons notre roi depuis longtemps, le Roi Christ. Nous savons où il demeure. Il a droit sur notre volonté, sur notre cœur, sur notre sang. Jusqu'à ce qu'il nous donne un prince qui lui fasse serment et qui reçoive son sacre, tout autre roi en ce monde ne sera pour nous qu'un collecteur d'impôts. Nous ne l'aurons pas fait, nous ne le déférons pas. Nous serons fidèles et loyaux comme on l'était dans les catacombes; et quand le gouvernement changera, nous ne pleurerons pas.

Mais pour autant que nous pouvons et que nous avons à choisir, Henri de Bourbon est de beaucoup le collecteur que nous préférons, l'homme à nos yeux le plus digne de défendre la législation du Christ, et par conséquent le plus digne de devenir roi et recteur du peuple franc.

LOUIS VEILLOT.

COURRIER D'ONTARIO.

Le nouveau manifeste du comte de Chambord me met dans un singulier embarras. Mais, avant tout, vous ai-je dit que l'héritier de la maison de France avait lancé un nouveau manifeste, en quittant le séjour de Chambord pour retourner à Frohdorf? Il y a deux déclarations importantes dans ce manifeste; par la première, le prince supprime tout ce qui s'est fait de bien ou de mal en France, depuis les premiers temps de la révolution. Il promet de revenir quand on l'appellera, pour "repandre, en lui restituant son véritable caractère, le mouvement national de la fin du dernier siècle."

Par la seconde, il affirme hautement et fièrement qu'il ne rentrera en France qu'avec le drapeau blanc. "Je ne laisserai pas arracher de mes mains, s'écrie-t-il, l'étendard de Henri IV, de François Ier et de Jeanne d'Arc."

Cette dernière déclaration a fort mécontenté les chefs du parti légitimiste, en ce moment à Versailles, et ils y ont répondu par une note collective où ils prennent, avec une respectueuse fermeté, comme le marque le *Journal des Débats*, congé du prince qu'ils avaient jusqu'à ce jour regardé comme leur chef. Ils déclarent en effet qu'ils restent dévoués aux intérêts de la France et à ses libertés, et, "pleins de déférence pour ses volontés, ils ne se séparent pas du drapeau qu'elle s'est donné."

Oubliant Nostradamus et ses prophéties, tous les journaux français ou anglais, à quelques rares exceptions près, regardent cette démarche du comte de Chambord comme creusant un abîme entre lui et la France moderne. Le *Gaulois* dit que c'est le testament politique d'un homme qui s'en va. "Le peuple aime à symboliser toutes ses idées. Ce lambeau d'étoffe qui flotte au-dessus d'une hampe, est pour lui l'incarnation vivante de certains faits et de certains principes. Le drapeau déployé en l'air est pour lui un signe de ralliement ou un signe de haine. Pour le peuple, le drapeau blanc est le symbole de l'ancien régime; c'est un signe d'oppression et de misère. Contre le drapeau blanc, toute la province a voté le 2 juillet, avec la même conviction et la même ardeur que Paris, au lendemain de la Commune, a voté contre le drapeau rouge."

Le *Constitutionnel* trouve que le comte de Chambord a donné un grand exemple de franchise; cette franchise sera probablement funeste au droit qu'il représente, mais au moins ce droit n'aura pas traîné dans le mensonge.

Aux yeux de la *Liberté*, le manifeste du prince est un acte aussi intempestif qu'irréfléchi, et dont la conséquence fatale sera d'éloigner à jamais du trône le dernier rejeton de la branche aînée.

La France constate la disparition définitive du droit divin. Voilà un prétendant de moins; mais, comme cela arrive souvent dans la vie, c'est précisément parmi ses amis que le comte de Chambord a trouvé ses plus redoutables adversaires.

S'il faut en croire le *Français*, M. le comte de Chambord ne s'est pas fait la moindre illusion sur l'abîme que sa déclaration allait creuser entre lui et sa patrie. "Ce n'est pas seulement, dit ce journal, un prince qui s'enferme dans des régions où le peuple ne le suivra pas, c'est un passé qui s'évanouit, c'est le dernier épilogue d'une grande révolution."

Le correspondant de l'*International*, à Versailles, rapporte qu'après avoir lu le manifeste du prince, M. Thiers s'est écrié: "Voilà un homme qui m'ôte l'honneur de fonder moi-même la République!" Le mot est très-joli.

Il y a, nous en avons la conviction, dit le *Times* de Londres, un gouffre immense entre le sentiment dominant de la France moderne et la profession de foi du prince, qui déclare que "le droit monarchique est le patrimoine de la nation." Les points de vue d'où le prince et la nation regardent toutes les relations de la vie politique sont beaucoup trop différents pour qu'il y ait jamais accord d'idées. Le lendemain d'une union effectuée, les forces dissolvantes se mettraient à l'œuvre.

A vous franchement parler, je ne suis guère satisfait des procédés de la *Voix du Golfe* à l'égard de l'*Opinion Publique*. Et voici pourquoi:

La *Voix du Golfe* trouve récemment dans le *Citizen*, d'Ottawa, un article long comme mon doigt, dans lequel on reproche à l'*Opinion Publique* de traiter l'hon. M. Langevin comme le dernier des misérables.

Le *Citizen*, dont je n'incrimine pas du tout les distractions, prenait l'*Opinion Publique* pour l'*Opinion du Peuple*, petite feuille annexionniste de Québec, et sermonnait la première, lorsqu'il aurait dû casser du bois vert sur l'échine de la seconde.

La *Voix du Golfe*, qui n'y était pourtant obligée ni par état, ni par besoin, s'est faite en cette circonstance l'écho du *Citizen*; de sorte qu'aujourd'hui, l'*Opinion Publique* doit être maudite et

exécérée dans le Golfe, et que si MM. Desbarats, Mousseau et David, ses propriétaires-éditeurs, rédacteurs, etc., sentaient le besoin d'aller à Rimouski, chanter au bord des flots, la moitié ou le tiers du lac de Lamartine, il leur faudrait se déguiser en ingénieurs de l'Intercolonial, et porter sur leur dos toute sorte de chaînes et d'instruments, pour éviter d'être la proie d'une population honnête, mais irritée et vengeresse.

Car, remarquez-le, tout me porte à croire que les quatre ou cinq mille lecteurs de la *Voix du Golfe* sont restés sous la funeste impression que l'*Opinion Publique* a été créée et mise au monde dans l'unique but de déblâter des sottises et vomir des injures sur le compte de M. Langevin.

Le *Citizen*, en citoyen habitué à la politesse raffinée de la capitale de la Puissance, s'est du moins efforcé d'ouvrir ses colonnes à une lettre de M. Desbarats, qui rappelait à son rédacteur peu vigilant que l'on peut s'intituler dans le monde l'*Opinion Publique*, et n'être ni le frère ni la sœur, ni le cousin ni la cousine de l'*Opinion du Peuple*.

A son tour, que fait la *Voix du Golfe*? Va-t-elle se faire le porte-voix de la lettre de M. Desbarats, comme elle s'était fait l'écho du reproche dérisoire du *Citizen*? Pas du tout. Elle annonce qu'elle a des abonnés, tous gens de bonnes mœurs, tous gens mariés, et dignes de l'être, mais qui ont un tort, un défaut, un... comment dirai-je?... un vice de conformation peut-être, celui de ne pas payer leurs abonnements. En un mot, au lieu de réparer ses torts envers vous, la *Voix du Golfe* nous entretient de ses petites affaires domestiques, de ses chagrins passés, de ses espérances d'avenir.

Sans doute, un journal a raison de se plaindre, quand ceux et celles qui s'honorent, en s'y abonnant, se contentent de le lire avec délices, avec passion, avec délire, sans songer jamais à leur envoyer par la poste ou autrement, des billets de banque pleins de protestations d'amitié et de reconnaissance. Mais de l'action de se plaindre à celle de se donner la mort, il y a la longueur de plusieurs chemins du Pacifique.

Un journal a toujours tort de s'ouvrir les veines, soit dit entre nous.

—Mais s'il n'a pas d'argent pour vivre? me direz-vous.

—D'abord, êtes-vous philosophe? Si vous êtes philosophe, vous devez savoir que l'argent ne fait pas le bonheur. Et si vous ne l'êtes pas, vous devez comprendre que je ne m'abaisserai pas à discuter avec vous.

Moi, je suis d'avis que lire un journal, c'est déjà beaucoup, mais ce n'est pas encore assez; j'incline à ce qu'on le paie de temps en temps. Ah! pas trop souvent, je sais bien, mais... mettons deux fois l'an.

Lire un journal, c'est l'acte d'un homme vertueux, qui veut que sa journée soit bien et honnêtement remplie; le lire et le payer, c'est l'acte d'un brave, sans peur et sans reproches, l'acte d'un héros... Vous saisissez de suite la nuance qui sépare les deux catégories.

D'ailleurs, ce n'est pas tout cela, la *Voix du Golfe* nous devait une réparation publique; elle ne nous l'a pas donnée sous prétexte qu'elle avait à mourir sans faute, le jour même, de peur d'avoir des affaires le lendemain, et je trouve que ce n'est pas gentil de sa part.

Il me semble que pour faire plaisir à un ami, on peut bien remettre à quinze jours pour rendre le dernier soupir. Mais il y a des gens qui ont tant de peine à retenir un soupir... Enfin, puisque c'est comme cela...

N'importe, je conseille à MM. Desbarats, Mousseau et David de n'aller prendre un quart-d'heure de récréation à Rimouski, qu'embellit la nature, qu'après avoir rempli leurs poches de portraits-cartes de M. Brydges, afin de passer pour ses cousins ou ses neveux, en cas de mauvaise rencontre.

Le "Charivari" prophétise, à l'instar de Nostradamus, Avant la fin de l'année, dit-il, les théâtres joueront des revues de 1870-71 où l'on trouvera des scènes dont celle ci-dessous est la photographie anticipée:

"Un officier prussien poursuit une jolie pendule de salon."

LE PRUSSIE.—Viens, pendule adorée.

LA PENDULE.—Comment ça doré? Apprends, malhonnête, que je suis toute neuve et que personne n'a jamais touché à ma dorure.

LE PRUSSIE.—Je t'en supplie, aie un bon mouvement pour moi.

LA PENDULE.—Si j'avance un jour, ce ne sera jamais de ton côté.

LE PRUSSIE.—Sériez-vous une pendule de bronze, une pendule de mauvaise composition? Non, j'entends votre cœur qui fait tic-tac.

LA PENDULE.—Erreur, il fait tic-tac, et si vous comprenez le français, cela veut dire qu'il vous trouve doublement *foe*.

LE PRUSSIE.—Tu ne veux pas venir de bon gré avec moi? Alors je t'emmène de vive force à Berlin en berline. (Il la saisit dans ses bras).

LA PENDULE se dégageant:

En Prusse tu veux m'emporter,
O barbare que je te déteste;
Contre toi je ne puis lutter,
Mais dès ce moment je proteste.
Pour fêter ce rapt révoltant
Qui me violente et m'opprime,
Mes aiguilles en s'arrétant,
Marqueront l'heure du crime.

"Elle tombe inanimée dans les bras du Prussien qui l'emporte en disant: *Erudie nar!*"

A propos, c'est peut-être l'occasion d'apprendre à nos lecteurs honnêtes et intelligents, qu'on ne dit plus aujourd'hui, en Europe, d'un Prussien, qui vient de rendre le dernier soupir: le malheureux laisse une épouse inconsolable.

On dit:
—Le malheureux ne remontera plus sa pendule....

Mot typique d'un officier prussien qui venait de donner plusieurs coups de poing à l'un de ses soldats:

—Cet animal, il ma fait mal aux mains, tant je l'ai frappé fort!" (Historique.)

Un million de Français auraient pu repousser les Prussiens. Aujourd'hui pour en arriver là il faut cinq milliards de francs.

Les Communaux qui s'en iront habiter la Nouvelle-Calédonie peupleront de travailleurs cet établissement pénitencier qui périssait fante de bras.